

1^{er} décembre 1995

Allocution devant les Partenaires de la souveraineté

Chers amis,

Permettez-moi d'abord de vous remercier, tous, pour l'extraordinaire action que vous avez menée au sein des Partenaires pour la souveraineté, au cours de la dernière année. Avec les autres organisations syndicales, des organisations communautaires et culturelles, vous avez réussi à donner à la coalition du Oui, non seulement des militants et des énergies, ce qui est beaucoup, mais aussi une voix nouvelle, plus diversifiée, plus proche des préoccupations quotidiennes des femmes et des hommes du Québec. Un des très grands succès, il me semble, de la campagne référendaire, fut notre capacité à donner un contenu au projet souverainiste. Un contenu social.

Pendant l'hiver dernier, vous vous souvenez, les Québécois nous demandaient: la souveraineté, oui, mais pour faire quoi? Ensemble, nous avons répondu: pour faire un Québec qui nous ressemble plus qu'aujourd'hui, parce que chez nous plus qu'ailleurs sur le continent, nous avons une façon de vivre ensemble, de travailler ensemble, qui incarne la solidarité et l'entraide.

Un représentant européen nous disait, l'autre jour, que le Québec était un des derniers endroits, en Amérique du Nord, où l'humanisme est encore à la mode. C'est un grand compliment. Et il faut travailler fort, en cette fin de siècle, pour résister aux courants économiques et politiques qui voudraient que tous les citoyens soient réduits à la condition de statistiques: des chiffres dans des bilans d'entreprises. Il y a un courant qui croit que l'individu a toujours raison et que le groupe a toujours tort. Il y a un courant qui veut que le marché soit notre seul maître, notre seul principe, notre seule boussole. Nous disons: non. Nous voulons une société qui donne le goût d'entreprendre, qui suscite et qui récompense la réussite économique, mais en même temps une société où la générosité et le partage ont leur place. À tâtons, souvent, nous essayons de trouver un juste équilibre entre ces objectifs, économiques et humains.

Dans le préambule du projet de loi sur l'avenir du Québec, ce souhait a été inscrit en termes un peu lyriques: « l'Être précède l'avoir; nous faisons de ce principe le cœur de notre projet ». Vous vous souvenez: « l'Être précède l'avoir ». Il ne le remplace pas, il ne le condamne pas, mais il le précède. Il est plus important, c'est pour lui qu'on travaille finalement. C'est un concept audacieux mais qu'on retrouve sous d'autres vocables: la qualité de la vie, par exemple. Aux États-Unis, ils disent: « The pursuit of happiness », la recherche du bonheur. Vous voyez, ils ne disent pas « la recherche du profit ». Nous ne sommes pas les premiers à vouloir faire cette jonction entre l'économie et l'humain, nous ne serons pas les derniers. Mais il est vrai qu'en ce coin de planète, on se sent un peu seul. Il est vrai qu'à nos frontières, l'individualisme l'emporte un peu trop souvent à notre goût, sur la solidarité. Et c'est le dangereux glissement auquel on assiste en Amérique du Nord: la recherche du profit en soi, plutôt que le profit comme un des moyens d'assurer la qualité de la vie. Ailleurs en Amérique, finalement, l'avoir précède l'être.

Pendant la campagne référendaire, on a traduit ce principe dans un petit guide du camp du changement intitulé Le cœur à l'ouvrage. Il a été beaucoup lu, beaucoup commenté. Vous, de la FTQ et vos Partenaires pour la souveraineté, avez été la preuve vivante que le projet de souveraineté est aussi un projet social, la volonté de faire les choses autrement.

Aujourd'hui, les Québécois ne nous ont pas donné le mandat de mettre en œuvre l'ensemble de ce projet politique et social. Cependant, je pense que nous avons tous contribué, par notre campagne, à ce que plus de Québécois comprennent qu'ils portent en eux ce projet, comprennent qu'ils forment, plus qu'ils ne le pensaient, un peuple nord-américain un peu hors normes. Je pense que nous avons beaucoup contribué à une importante prise de conscience. C'est un acquis maintenant, sur lequel il faut construire. Et notre travail n'est pas terminé.

Et alors que nous nous engageons dans une difficile période de compressions budgétaires, il faut que la vision du Cœur à l'ouvrage et de la déclaration de souveraineté nous serve, aussi, de repère. Bien sûr, on ne peut pas, aujourd'hui, économiser près de 3 000 000 000 \$ par an, en éliminant les chevauchements qu'impose le fédéralisme, ce que nous aurions fait avec un Oui majoritaire. Bien sûr, on doit, aujourd'hui, payer pour la décentralisation que nous impose le fédéral: la décentralisation du déficit. On mesure mal l'ampleur des chocs financiers que le fédéralisme assène au Québec.

Et je voudrais faire référence à un texte assez limpide, publié en mai dernier: le budget québécois du ministre Jean Campeau. Il explique par exemple que, avec nos efforts d'assainissement entrepris depuis un an, des efforts respectueux de l'équité sociale, mais sans les nouvelles coupures fédérales, le déficit du Québec aurait été réduit, dans deux ans, à moins de 1 000 000 000 \$. Moins de 1 000 000 000 \$. À partir de là le calcul est simple: la majeure partie du déficit du Québec est le résultat de la mauvaise gestion du fédéralisme canadien.

Il y a des gens qui affirment: il faut pas dire ça, il faut pas blâmer le fédéral, il faut pas se plaindre ! Ah Non? Il faudrait dire merci, peut-être? Disons la vérité: depuis 20 ans le gouvernement fédéral, dont l'ancien ministre des Finances Jean Chrétien, s'est servi, contre notre volonté, de notre carte de crédit pour nous vendre l'idée que le Canada est le plus beau pays au monde. Et maintenant que sa marge de crédit déborde, au lieu de faire le ménage dans ses propres dépenses, il nous impose ses factures. C'est une injustice immense. Immense.

Si M. Chrétien et son ministre des Finances Paul Martin étaient vraiment responsables, ils réduiraient leur déficit en coupant dans les seules dépenses fédérales. Ce serait difficile, mais ce serait équitable. À la place, ils ont décidé de faire un gigantesque délit de fuite. C'est un peu comme si, pendant 15 ans, ils nous avaient invités dans le plus beau restaurant de la ville, qu'ils avaient insisté pour qu'on y aille, qu'ils avaient insisté pour nous dire quoi manger en plus, mais maintenant, au moment de l'addition, ils se sauvent par la porte d'en arrière et nous laissent avec la facture.

Ils réduisent brutalement les transferts, mais ils se sauvent aussi, programme par programme. Vous qui êtes sur le terrain, le voyez tous les jours: ils réduisent chaque année un peu plus les conditions d'accès à l'assurance-chômage, ce qui pousse des dizaines de

milliers de Québécois sur l'aide sociale, et c'est le Québec qui paie. Ils font ça le sourire aux lèvres, au nom de la responsabilité, et ils voudraient qu'on applaudisse.

Vous vous souvenez, pendant la campagne, on avait calculé un des coûts de la « non-souveraineté ». On avait calculé que si on avait dit Oui en 1980, grâce aux économies réalisées sur les chevauchements, la dette globale du Québec aurait été réduite de 25 000 000 000 \$. Si on appliquait les intérêts sur les emprunts pour payer ce gaspillage, on arriverait au chiffre de 42 000 000 000 \$. Dans son budget, M. Campeau avait fait un autre calcul intéressant. Vous savez, les transferts fédéraux, c'est fait avec l'argent que les Québécois envoient à Ottawa par leurs impôts. Alors M. Campeau a calculé que si, en 1980, Ottawa nous avait laissé nos points d'impôts plutôt que de nous envoyer des transferts, s'il avait même aboli la péréquation, le Québec aurait perçu pendant cette période en impôts québécois 8 000 000 000 \$ de plus que ce qu'il a reçu en transferts. Comprenons-nous bien: en gardant le même niveau de services aux citoyens et sans augmenter le fardeau fiscal.

En fait, si au lieu de mal gérer nos impôts, le fédéral nous avait laissé nous débrouiller, le Québec n'aurait, dès l'an prochain, aucun déficit. Zéro. Pas de crise des finances publiques. Pas de réduction douloureuse dans les services aux citoyens. Pas de hausse de taxes. Je ne sais pas comment le dire plus clairement: la crise des finances publiques, c'est la crise du fédéralisme... c'est le coût du fédéralisme.

Eh bien, non seulement il ne faut pas applaudir, non seulement il faut dénoncer, mais il faut tout faire pour responsabiliser le fédéral. Il faut dire à Ottawa de faire son ménage chez lui et de nous laisser faire notre ménage chez nous. Nous n'avons pas à subir en silence. Les Québécois ont le pouvoir de limiter les dégâts. Les Québécois ont le pouvoir de dire au fédéral qu'ils n'acceptent pas le pelletage de déficit. Dimanche dernier, deux groupes de Québécoises et de Québécois se sont unis pour livrer ce message: les jeunes et les aînés.

C'est une initiative nouvelle et exemplaire. L'Association québécoise pour la défense des personnes retraitées et préretraitées s'est unie aux fédérations étudiantes des collèges et celles des universités pour s'opposer aux projets fédéraux de faire payer son déficit par les étudiants et les retraités. Ils étaient plus de 200 représentants jeunes et aînés et ils ont demandé tout simplement que le fédéral renonce à ses coupures dans les programmes sociaux et qu'il rende au Québec les points d'impôts équivalents à ces programmes. J'applaudis cette démarche et j'espère qu'elle sera couronnée de succès. En ce moment, Ottawa garde nos impôts dont le rendement augmente et nous envoie des transferts dont l'importance diminue. Arrêtons les dégâts: qu'Ottawa se retire du champ de la couverture sociale, qu'il nous rende nos points d'impôts et nous allons nous débrouiller avec le reste. Sinon, quel sera le coût, l'an prochain, de la crise du fédéralisme? D'abord, c'est le coût de l'incertitude parce qu'au moment où le gouvernement du Québec est en train de calculer ses dépenses pour l'an prochain, on ne sait toujours pas de combien, exactement, le fédéral va amputer notre budget d'ici deux mois. Comment planifier dans ces conditions?

On ne le sait pas exactement mais on en a une idée. Les prévisions de transferts fédéraux au Québec pour l'année 1996 s'élèveraient à 6 300 000 000 \$ en chute de 1 300 000 000 \$. L'année suivante, ils diminueront d'un autre 1 300 000 000 \$. En somme, Québec va perdre au cours des deux prochaines années 35 % des transferts provenant du fédéral.

Pour donner une idée de l'ordre de grandeur des sommes en cause, M. Campeau disait dans son dernier discours du budget: « 1 400 000 000 \$, c'est plus que le budget de l'enseignement collégial; c'est plus que le budget de tous les centres d'accueil pour personnes âgées et de tous les centres hospitaliers de longue durée. C'est plus que le budget entier de construction et d'entretien des routes. »

Est-ce qu'on veut se passer de tout ça ? Non. Est-ce qu'on peut se passer de tout ça ? Non. C'est pourquoi, dans son budget, M. Campeau annonçait que, si le Québec était toujours une province du Canada en 1996, une chose allait se produire: en plus du gel des dépenses du Gouvernement et d'une compression supplémentaire de 500 000 000 \$, il faudrait une augmentation de 1 % de la taxe de vente du Québec. C'est malheureux, mais c'est la froide réalité du coût du fédéralisme.

Évidemment, on préférerait l'éviter. C'est pourquoi l'Assemblée nationale, mercredi, a adopté une motion qui prévoit que dans la mesure où le gouvernement fédéral renonce à réduire, l'an prochain, ses transferts financiers, le gouvernement québécois renoncera de son côté à la hausse de 1 % de la TVQ. Alors c'est clair, il appartient au gouvernement fédéral de décider si la « taxe Martin » de 1 % sera ou non appliquée. Mais comme nous l'avons indiqué, le principal contrecoup des coupes fédérales se fera sentir dans les dépenses du gouvernement québécois. Il faut agir. C'est difficile. Certains posent la question: pourquoi avez-vous commencé par l'aide sociale? Une question légitime. C'est vrai que les politiques fédérales ont poussé beaucoup de chômeurs sur l'aide sociale, ce qui a crevé le budget québécois alloué à l'aide sociale. Pour pouvoir réparer ce dégât, il fallait procéder à quelques modifications législatives. Pour modifier la loi, il fallait déposer les amendements dès cette semaine à l'Assemblée nationale. Ce calendrier était donc incontournable. Même chose pour la réduction de l'aide québécoise aux municipalités. Il fallait faire connaître immédiatement nos intentions, parce que les municipalités du Québec en ont besoin pour faire leur budget. Les contraintes du calendrier ont donc imposé l'ordre d'arrivée de ces premières mesures.

Cela dit, nous avons refusé de faire payer aux assistés sociaux l'intégralité de ce dépassement et nous avons réparti le choc sur l'ensemble des contribuables, notamment en demandant au ministre de la Santé, M. Jean Rochon, d'assumer une partie du fardeau. Nous avons pu ainsi maintenir la prestation de base à son niveau actuel. Mais il est vrai que certains suppléments ont été touchés pour certaines catégories d'assistés sociaux. Pour ces individus dans le besoin, il s'agit d'une chute de revenu, c'est évident et c'est désolant. Mais maintenant que c'est fait, le gouvernement du Québec peut dire au reste de la société: écoutez bien, les moins nantis d'entre nous ont déjà donné. Ils ont fait leur effort. Maintenant, c'est aux autres de consentir leur effort. Ce signal doit être bien compris. Car c'est de la base au sommet que la société québécoise sera mise à contribution pour absorber le coût du fédéralisme.

Il y en a qui ont déjà compris. Je trouvais amusant d'entendre en fin de semaine M. Daniel Johnson se porter à la défense du budget de l'aide sociale. Lui, il a compris que s'il y a un effort en bas de l'échelle, il y en aura, un aussi, en haut de l'échelle, chez ses amis du camp du Non.

M. Johnson ne veut pas qu'on coupe dans les dépenses, et il ne veut pas qu'on augmente de

1 % la TVQ. Pour un parti qui a inventé les boubou-macoutes et l'impôt rétroactif, c'est assez innovateur comme approche.

Plus sérieusement, je vous dirais que l'effort collectif qui nous est imposé doit se faire dans l'équité et la rigueur. Mais il faut dire à la société québécoise qu'on n'a plus les moyens de gaspiller nos énergies, on n'a plus les moyens de se chamailler pour des bouts de chandelles, on n'a plus les moyens de tourner le dos à la solidarité.

Et en ce sens, vous de la FTQ et du mouvement syndical, montrez l'exemple. Votre accord avec la CSN, celui que vous préparez avec la CEQ, sont des signes remarquables d'un nouvel effort de solidarité. L'action renouvelée du Fonds de solidarité en régions pour la création d'emploi, est un signe de progrès et d'espoir. Vous pensez que les grandes organisations doivent s'unir pour promouvoir l'emploi, vous avez raison. Bravo ! Cette semaine, certains d'entre vous ont indiqué que les individus doivent aussi faire un effort pour que d'autres aient un emploi. Entre autres pistes d'action, votre secrétaire général, M. Henri Massé, a parlé d'une réduction graduelle du temps de travail, y inclus la baisse ou même l'abolition des heures supplémentaires. Ce qui signifie qu'au sein du mouvement syndical, parmi nos travailleuses et nos travailleurs les mieux rémunérés et les mieux protégés, on pourrait décider de s'organiser autrement pour faire de la place à ceux qui se cherchent un emploi. Votre président Clément Godbout vous disait en début de semaine qu'il fallait avoir « l'obsession de l'emploi ». Il a raison. Il faut que l'objectif de création d'emploi l'emporte sur nos intérêts sectoriels. Toute la société québécoise, l'État, les syndicats et les patrons, se portent mieux lorsque le chômage baisse. C'est donc dire que nos actions sectorielles et individuelles doivent être pensées en fonction de la création d'emploi. Il ne faut pas pour cela que l'on sacrifie la productivité de nos entreprises. Nous n'avons pas, nous n'aurons jamais les moyens de faire cela. Mais reconnaissons simplement qu'il n'y a pas une seule façon de procéder.

La ministre de l'Emploi, Mme Harel, étudie aussi un certain nombre de mesures en ce sens. Je vous le dis tout net, une des plus importantes réalisations de mon gouvernement aura été le Plan Paillé, qui a créé en moins d'un an 9 300 nouvelles entreprises et près de 50 000 emplois. Lors de la négociation collective dans le secteur de l'éducation, nous avons aussi fait en sorte que d'ici trois ans, 7 500 personnes pourront prendre des retraites anticipées et une bonne partie de ces postes sera comblée par des jeunes. Mais si vous réussissez à donner l'exemple en ce sens, j'aimerais bien voir quel effet d'entraînement ça pourrait donner chez les dirigeants d'entreprise. Est-ce que toutes les réductions d'effectifs auxquelles nous assistons sont vraiment indispensables? Il me semble que la mode du downsizing a fauché plus d'emplois que ce que la réelle rationalisation exigeait. Il y a dans certaines entreprises le réflexe de dire: moins il y a d'employés, mieux on se porte. Certains sont même prêts à payer plus cher pour avoir moins de salariés, en soi. C'est une politique à courte vue qui nuit à l'ensemble du tissu social.

Il faut, au contraire, créer un climat qui nous pousse, tous à juger notre succès, au nombre d'emplois que notre action a permis de créer ou de dégager pour des jeunes. Je vois que vous commencez à penser en ces termes. Je m'en réjouis et je vous souhaite d'être contagieux.

Merci.